



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le dix neuf février à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 13 février 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 28

Jérôme DUBOST, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 4

Fabienne MALANDAIN donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

CONSEIL MUNICIPAL du 19 février 2024

M_DL240219_004

CONSEIL MUNICIPAL - COMMUNICATION N°1 - SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ MUNICIPALE

Communication orale de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Mesdames et Messieurs,
Chers collègues,

Avant d'entamer l'examen de nos délibérations à l'ordre du jour permettez-moi de vous faire part de quelques informations de synthèse de l'actualité municipale.

Tout d'abord pour vous rappeler, mais cette information n'avait échappé à personne que, comme suite à ma demande, l'état de catastrophe naturelle pour les inondations du 5 décembre 2023 a été reconnu par le Ministère le 18 janvier dernier. Cela était attendu pour les dossiers d'indemnisation des sinistrés, en lien avec les assurances. Cet arrêté de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle permet également à des artisans privés de leur outil de travail de faire appel au fonds calamité au plus tard, avant le 17 mars prochain. La Chambre des Métiers et de l'Artisanat se tient à l'écoute des entreprises artisanales pour ce faire. S'agissant des habitants, comme vous le savez, nos services, Ville et CCAS, poursuivent leur suivi en lien avec les personnes sinistrées. J'ai demandé une mise à jour d'un état des besoins, car, selon les divers contrats d'assurances, certaines personnes arrivent en fin de prise en charge alors que les effets du sinistre perdurent. D'un point de vue plus technique, avec les équipes de la Communauté urbaine, et comme je l'ai demandé, un retour d'expérience approfondi va avoir lieu, tant sur les pratiques de gestion de la rivière que sur ces événements de décembre 2023. Également, j'ai demandé à la Communauté Urbaine un état sur l'avancement du programme d'actions de lutte contre les inondations à l'échelle du bassin versant et plus particulièrement sur les conséquences pour Montivilliers.

Après Grand Quevilly et Gonfreville l'Orcher, Montivilliers est la 3ème ville de la Seine-Maritime à obtenir le label Résilience France Collectivités ; ce label est un cadre pour construire les réponses de la commune en matière de prévention des risques et de gestion de crise.

Il est également un outil fournissant des pistes concrètes et pragmatiques pour protéger la population et renforcer la résilience du territoire. Le Label est une auto-évaluation qui permet :

- De faire un état de la maturité du dispositif de résilience
- D'identifier les lacunes, les points forts et d'apporter des propositions pour s'améliorer
- De poser un diagnostic de la maîtrise des risques majeurs
- De valoriser l'engagement de la collectivité
- De reconnaître le travail des équipes

Vous me permettrez, une nouvelle fois, en votre nom, de saluer la mobilisation de nos services municipaux lors des situations de crise que, malheureusement, nous avons eu à affronter.

15 457 : c'est la population municipale de Montivilliers au 1er janvier 2021, celle qui a été authentifiée par décret publié le 26 décembre dernier et qui donc est entrée en vigueur au 1er janvier de cette année. On parle de population légale, car ce chiffre de l'INSEE est celui qui fait foi, pour le calcul de dotation. S'y ajoute la population comptée à part, 203 personnes, pour une population totale de 15 660 au 1er janvier 2021. La population comptée à part peut correspondre à des mineurs qui étudient à Montivilliers alors que la résidence familiale se trouve dans une autre commune, où à l'inverse d'étudiants entre 18 et 25 ans qui n'étudient pas à Montivilliers mais gardent une attache familiale ici ou d'autres situations. C'est la raison pour laquelle le chiffre de la population municipale est le plus utilisé.

15 457 habitants au 1er janvier 2021, cela représente donc 559 habitants de moins qu'en 2015, et 1154 de moins qu'en 2010. Entre 2015 et 2021, notre démographie a donc suivi la même courbe qu'au cours de la période précédente. Avec une baisse du nombre d'habitant de l'ordre de 3,5 % entre 2015 et 2021, la

population de Montivilliers, 2ème ville de l'agglomération suit la même courbe au même rythme que celle du Havre (qui a perdu 6309 habitants depuis 2015 - 3,66 % avec 166 058 habitants).

La population de la Communauté urbaine a elle aussi diminué entre 2015 et 2021, avec 265 937 habitants.

Alors, ce n'est pas aujourd'hui que nous allons tirer tous les enseignements de cette évolution démographique, sachant que la population de notre commune diminue depuis 1990 (17 067 habitants). Cette baisse entre 2015 et 2021 poursuit la tendance observée depuis 2010, avec, à peu de choses près, la même proportion. Les explications ne tiennent jamais à un facteur unique. Mais cette baisse intervient sur une période où un certain nombre d'immeubles sont sortis de terre à Montivilliers. Cela confirme que ces constructions n'ont pas été de nature à inverser la tendance démographique à Montivilliers. Cela nous confirme au moins sur la nécessité d'une meilleure maîtrise des projets immobiliers, pour sortir des logements qui correspondent aux besoins des ménages. L'avenir nous le dira, avec les projets en cours et bien évidemment le projet de nouveau quartier à la Belle-Etoile.

La question de la démographie doit bien évidemment nous mobiliser avec tout le sérieux nécessaire. Et tout le sérieux nécessaire, c'est bien entendu se garder d'explication trop rapide.

Un chiffre que nous pouvons mettre en parallèle ici, ce sont le nombre de naissances à l'hôpital Monod : 3062 en 2022 dont 133 bébés montivillonnais ; 2803 naissances en 2023 dont 100 Montivillonnais.

Si l'évolution de la démographie doit mobiliser l'attention de chacun, cela n'a pas empêché de voir notre commune progresser dans le classement des villes et villages où il fait bon vivre / 275ème sur 34 804 communes, avec un classement qui prend en compte 187 critères statistiques répartis dans 11 catégories en lien avec la qualité de vie, la sécurité, les finances et impôts locaux (nouvelle catégorie cette année), la santé, les transports, commerces et services, protection de l'environnement, éducation, solidarité, sports et loisirs, le logement...

A propos de qualité de vie et de qualité de l'habitat, comme vous le savez, nous avons lancé avec la Communauté urbaine et l'ensemble des partenaires institutionnels, une opération programmée d'amélioration de l'habitat sur le périmètre de centre-ville. Après l'ensemble des délibérations, nous disposons des premiers bilans après le déploiement d'un premier trimestre. 38 contacts se sont adressés à la mission OPAH-RU, représentant 77 logements, 26 d'entre-deux représentant 63 logements sont éligibles à une aide au titre de l'OPAH.

Les 12 autres contacts sont non éligibles, soit parce que les ressources sont supérieures aux plafonds soit parce que le projet de travaux ne permet pas d'atteindre les 35 % d'économies d'énergie. Ces 12 contacts ne sont pas laissés sans information mais renvoyés vers d'autres dispositifs le cas échéant, comme par exemple la prime rénov.

Pour les 63 logements, le travail de conseil et d'élaboration du dossier d'aide se poursuit. Il ne s'agit là que d'un début. Je tenais à le souligner pour inviter davantage de Montivillonnais concernés en centre-

ville à se tourner vers ce dispositif pour obtenir des renseignements et engager des travaux d'amélioration. Cela reste un enjeu important.

Autre information, qui est en lien avec la qualité de la vie au quotidien, le 12 février dernier, nous avons pu réunir le Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) que je préside comme Maire de la Ville. Aux côtés notamment de Monsieur le Sous-Préfet, Monsieur le Procureur de la République et Monsieur le Commissaire divisionnaire, la réunion plénière est un moment important de bilan du travail accompli tout au long de l'année sur le terrain et au sein de deux cellules issues du CLSPD : cellule de veille éducative et cellule tranquillité publique. Ce travail est important. L'ensemble des partenaires, Police nationale, Justice, Éducation nationale, bailleurs sociaux, prévention spécialisée, a salué la qualité du travail qui est conduit dans ce domaine, avec les services de la Ville et du CCAS. Cela a aussi été l'occasion pour la Police nationale de communiquer ses statistiques de la délinquance à Montivilliers pour 2023.

Sur les atteintes volontaires aux biens qui constituent le cœur de la délinquance du quotidien, la Police enregistre en 2023 une baisse de 8,23 %. Le principal marqueur en la matière, celui des cambriolages, est orienté à la baisse : - 5,77 % (49 faits constatés en 2023 contre 52 en 2022).

Parmi les sujets de préoccupations qui mobilise notre attention, c'est l'augmentation des violences intrafamiliales. Évidemment, la libération de la parole, une société qui ne tolère plus ces violences, conduit à voir les plaintes et déclarations augmenter dans ce domaine. Le taux d'élucidation est lui aussi en hausse.

Il faut noter aussi une préoccupation avec les signalements de harcèlement scolaire qui font l'objet d'un suivi particulièrement vigilant en lien étroit avec l'éducation nationale, notamment dans des collèges, qui ont donné lieu à l'ouverture d'une procédure judiciaire depuis la rentrée de septembre 2023.

Ce qu'il faut retenir de ce CLSPD, c'est qu'il y a eu moins de délinquance à Montivilliers en 2023. C'est le fruit d'un travail conjugué des forces de police : la municipale et la nationale, le fruit du travail éducatif et de prévention, comme nous le défendons à travers des animations durant les vacances, notamment le Monti Sport été. La culture du partenariat s'est de nouveau révélée un atout en 2023 dans le traitement des problématiques de tranquillité publique en particulier dans le cadre des GPO (Groupe de partenariat opérationnel) qui ont offert le cadre de traitement collectif de problématiques identifiées comme stratégiques.

Chers collègues, vous le savez le projet du tramway avance.

Dès notre élection, nous avons bataillé pour revoir le projet car la version de 2019 ne nous convenait pas en raison d'un temps de trajet trop long. Nous avons bataillé pour que le trajet se fasse en moins de 25 minutes, cela a été acté. Nous avons pu obtenir que la Ville de Montivilliers dispose de 4 stations, ce sera le cas. Et dès le départ de nos échanges avec la CU, nous avons milité pour que dès l'arrêt de la LER, il y ait une navette de substitution durant tout le temps des travaux. Je voulais rassurer les utilisateurs des transports en commun et de la LER en particulier ; il y a aura bien une navette directe et donc express entre Montivilliers et Le Havre, sans autre arrêt.

La semaine dernière avait lieu notre conseil communautaire. Suite à une délibération cadre d'octobre dernier sur l'harmonisation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, nous avons réitéré notre vote contre une délibération qui déclinait cette harmonisation et donc le taux 2024, qui sera une première année de forte augmentation qui va se poursuivre jusqu'en 2027. A nouveau, cette harmonisation est rendue obligatoire par la loi,

en lien avec la création de la Communauté urbaine le 1er janvier 2019. Cette harmonisation est défavorable aux habitants de notre commune comme d'autres communes voisines de l'ex-CODAH. Le taux de 4,01 % va passer à 5,49 % cette année et à terme 9,91 %. La définition des zones, l'impossibilité de maintenir les participations communales harmonisées, la durée du lissage qui aurait pu être plus longue ne nous conviennent pas. Nous étions 7 des 8 conseillers en octobre à voter contre ces principes. Nous étions 8 élus de Montivilliers jeudi dernier à voter contre, et je remercie notre collègue Laurent Gille d'avoir rejoint notre position la semaine dernière pour un vote contre qui, malheureusement, avec nos collègues d'autres communes, ne suffit pas face à la majorité au sein du Conseil communautaire. Je reste convaincu que sur ce sujet, depuis le début, il y a eu un souci de méthode et de prise en compte de la relation de proximité.

Mais je ne voudrais pas terminer ce point d'information sur une note négative.

Le 18 mars prochain, nous aurons le plaisir, avec les familles des Amis du Jumelage, d'accueillir une délégation de 21 jeunes de Nordhorn et de leurs encadrants. L'occasion de saluer pour moi les 19 familles montivillonnes qui accueilleront chez eux nos jeunes amis de Nordhorn.

Et plus près encore, je suis en mesure ce soir de vous annoncer qu'après un chantier démarré au printemps 2022 sur une zone de plus de 2,8 hectares, après l'enlèvement de plus de 600 tonnes de déchets, avec la pose d'environ 600 mètres de pontons, avec l'installation d'aires de jeux pour enfants, d'un parcours sportif, de panneaux pédagogiques ou de tables de pique-nique, avec la plantation de 1145 arbres ligneux, de 540 mètres de haies, avec la création de 14 parcelles pour les jardins potagers et bien le Parc Jardin de la sente des rivières va pouvoir être accessible au public avant le 9 mars, date de l'ouverture de la pêche.

Lieu traditionnel de promenade des Montivillons, la sente des rivières va de nouveau être rendue à la pratique de la marche ; quant au parc, grâce à ses pontons, il sera accessible aux personnes à mobilité réduite, tout en garantissant la préservation de la faune et de la flore locales et le bon écoulement de l'eau.

Je ne veux pas être plus long, et laisse la place aux débats autour de l'ordre de jour de cette première réunion ordinaire de notre conseil municipal pour 2024.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Envoyé en préfecture le 23/02/2024

Reçu en préfecture le 23/02/2024

Publié le 26/02/2024

webdelib

ID : 076-217604479-20240221-M_DL240219_004-DE



La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr